

L'Iran met le cap sur les exportations et l'ouverture sur l'étranger

Le guide suprême de la République islamique d'Iran, l'ayatollah Seyyed Ali Khamenei, vient de réaffirmer que l'Iran devait résoudre ses problèmes en comptant sur ses propres forces et que les solutions aux difficultés politiques et économiques internes ne seraient pas trouvées en dehors des frontières du pays. Il faut promouvoir l'«**économie de résistance**» et ne rien attendre des pays étrangers, a expliqué le guide pour qui il n'y a pas d'autre option. Dans le secteur énergétique, cela signifie notamment qu'il faut chercher à développer les capacités domestiques et faire en sorte que les entreprises iraniennes puissent fournir les matériels, équipements et services requis.

Comme évoqué précédemment dans cette rubrique, cette notion d'économie de résistance a été en partie intégrée dans les plans et projets du **ministère du Pétrole**. Cela dit, les responsables du secteur énergétique mettent l'accent de façon insistante sur les exportations d'hydrocarbures, les investissements étrangers et les relations avec d'autres pays, voisins ou pas. Il n'y a certes pas de contradiction absolue entre ces deux aspects, pour peu que le premier soit interprété de façon raisonnable, mais l'ouverture vers le large est privilégiée.

Téhéran veut accroître ses exportations pétrolières et gazières ...

Le directeur des affaires internationales à la **National Iranian Oil Company** (NIOC), M. Mohsen Qamsari, a récemment souligné que l'Iran pourrait accroître ses exportations pétrolières, qui sont actuellement de l'ordre de 1 million de barils par jour, si l'**Europe** le souhaitait. Pour que cela soit possible, il faudrait évidemment que les sanctions contre Téhéran soient levées, ce qui est probable, mais pas certain, en 2014. Selon M. Qamsari, l'Iran produit actuellement **3,5 millions de barils par jour** de pétrole et sa production pourrait atteindre **4 Mb/j** d'ici à mars 2015. Cité par l'agence officielle *Shana*, M. Qamsari a rappelé que les réserves récupérables de pétrole de l'Iran étaient estimées à **140 milliards de barils** environ et que l'évaluation des ressources en place était supérieure à **560 milliards de barils**. De son côté, la **National Iranian Gas Company** (NIGC) explique à qui veut l'entendre qu'elle travaille en vue d'établir une présence sur les marchés internationaux du gaz naturel. Les exportations de gaz vers l'**Irak** devraient atteindre **40 millions de mètres cubes par jour** au lieu des 25 millions de mètres cubes/jour prévus par les deux Etats, selon M. Ali Majedi, un vice-ministre du Pétrole. Ces livraisons devraient débuter en mars 2015 à un rythme de 5-7 Mm³/jour après l'achèvement du gazoduc entre les deux pays.

Que ce soit pour les exportations de liquides ou de gaz, la poursuite du développement de **South Pars** jouera un grand rôle. C'est évident pour le gaz et pour les condensats puisque South Pars en contient des réserves considérables. Mais cela aura un impact positif sur les produits pétroliers également. Comme l'a rappelé la **National Iranian Oil Products Distribution Company** (NIOPDC), l'augmentation de la production de ce champ supergéant permettra de fournir plus de gaz aux centrales électriques, ce qui libérera des produits raffinés pour l'exportation. Au cours de l'année iranienne en cours, soit jusqu'au 20 mars 2015, il est prévu de mettre en exploitation quatre nouvelles phases (zones) de South Pars, ce qui entraînerait une hausse de la capacité de production gazière nationale de **100 Mm³ par jour**.

... ainsi que la coopération économique avec la Chine ...

Après l'expulsion de la **China National Petroleum Corporation** (CNPC), Téhéran a lancé un avertissement à tous les contracteurs en leur indiquant qu'ils subiraient le même sort s'ils ne remplissaient pas leurs obligations. Pour panser les plaies, le président Hassan Rohani a expliqué à son

homologue chinois, le président Xi Jinping, que l'Iran était très désireux d'accueillir les investisseurs chinois et d'accroître sa coopération économique avec la **Chine**. De possibles investissements dans des zones économiques spéciales le long du Golfe et de la mer d'Oman ont été évoqués ainsi qu'une liaison ferroviaire entre le port de **Chabahar**, dans le sud-est de l'Iran, et la Chine via le Pakistan, l'Afghanistan et le Kirghizistan. Selon le **ministère iranien du Pétrole**, la Chine pourrait financer 85% du coût de l'expansion et de la modernisation de la **raffinerie d'Abadan**, qui est évalué à **\$2,6 milliards**, et des banques chinoises ont fourni des crédits pour la construction de deux nouvelles usines pétrochimiques, **Sabalan** et **Sadaf**. Précédemment, la **National Petrochemical Company** (NPC) avait indiqué que le développement des usines pétrochimiques de **Boushehr**, **Lordegan**, **Hangam** et **Gachsaran** était financé par la Chine.

... et les swaps avec des pays de la mer Caspienne ...

Pour ce qui concerne la **région de la mer Caspienne**, Téhéran tente de développer les échanges (swaps) de pétrole avec des pays de cette zone clé. Selon l'**Iran Oil Terminals Company**, la capacité de swap de l'Iran serait très prochainement de **500 000 barils par jour** au terminal de **Neka**. Ces swaps existent depuis plusieurs années mais leur ampleur est beaucoup plus limitée. Ce pétrole alimente les raffineries de **Téhéran** et de **Tabriz** et l'Iran livre un volume équivalent de pétrole à des acheteurs qui viennent enlever du brut dans ses terminaux sur le Golfe. Des swaps de gaz naturel sont aussi en cours avec l'**Azerbaïdjan**. Ils ont porté sur plus de 125 millions de mètres cubes au cours des quatre premiers mois de l'année iranienne 2014-2015, qui a commencé le 21 mars dernier, selon M. Ali Majedi. Par ailleurs, la NIOC est désireuse de bénéficier de la contribution des compagnies étrangères pour des **forages en eaux profondes** en mer Caspienne.

... mais ne dissimule pas son agacement envers le Pakistan

Cette volonté d'ouverture de l'Iran sur le monde extérieur, qui ne pourra se concrétiser pleinement qu'avec la levée des sanctions occidentales, ne signifie pas que Téhéran soit prêt à toutes les concessions, comme le montre le coup de pied donné à la CNPC. A propos du **projet de gazoduc entre l'Iran et le Pakistan**, M. Majedi a réaffirmé qu'Islamabad devait résoudre les problèmes financiers concernant la construction de sa section de cet ouvrage et qu'il ne fallait pas compter sur l'Iran pour apporter une aide à son voisin en ce sens. La Pakistan met les sanctions en avant pour justifier ses difficultés mais nous n'y croyons pas, a-t-il précisé. Le message et l'avertissement sont fort clairs.

Francis Perrin